

Propagande des groupes anarchistes de Bruxelles et banlieue.

*Aux Coopératistes, Révisionnistes, Républicains,
Collectivistes, soi-disant Evolutionnistes
et autres funistes.*

LE FER ROUGE

Pamphlet non politique

Paraissant dans les grandes occasions.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Ni foi ni loi. — Ni dieu ni maître.

Chacun pour tous. — Tous pour chacun.

La Société doit être organisée de telle sorte que le bonheur des uns ne prenne pas sa source dans la ruine des autres, mais que chaque individu trouve son bien dans celui de la collectivité, le bien de la collectivité résultant uniquement, *vice-versa*, de celui de l'individu.

BÜCHNER.

PRIX : 10 CENTIMES.

Vente en gros chez Monier, rue de Rollebeek, 4

Imprimerie BOGAERT et Cie, rue Haute, 109.

des C. de la Société de la République
de la République de la République
de la République de la République

LA FER ROUGE

Édition de la République de la République
de la République de la République

de la République de la République

de la République de la République
de la République de la République

de la République de la République
de la République de la République
de la République de la République
de la République de la République
de la République de la République
de la République de la République
de la République de la République
de la République de la République

PRIX : 10 CENTIMES

de la République de la République
de la République de la République

de la République de la République
de la République de la République

LE FER ROUGE.

A ceux qui produisent tout et qui n'ont rien que ce que leur laissent
ceux qui ne produisent rien et qui ont tout, —
je dédie ceci.

Les vérités les plus simples sont toujours celles que l'homme apprend à connaître les dernières.

FEUERBACH.

La plus grande partie des frais de l'établissement social est destinée à défendre le riche contre le pauvre.

SISMONDI.

Les crimes sont *causés* par le défaut de culture, par la mauvaise éducation et par la *mauvaise organisation de la Société*.

PLATON.

Nous ferions beaucoup mieux de ne juger et de ne condamner personne.

FORSTER.

Tout comprendre c'est tout pardonner.

M^{me} DE STAEL.

Quand l'Humanité sera devenue meilleure, plus sage et *plus heureuse*, on considérera les procès criminels de notre époque avec le même sentiment que celui qui nous est inspiré aujourd'hui par les condamnations des sorciers et par les jugements de l'Inquisition au Moyen-Age.

BUCHNER.

Tous naissent égaux : nul, en venant au monde, n'apporte avec lui le *droit* de commander.

LAMENNAIS.

L'*Autorité* (1) ne sert qu'à éterniser ce qui devrait disparaître, tandis qu'elle abandonne et fait périr ce qu'il faudrait appuyer : C'est à elle qu'est dû l'état stationnaire de l'humanité.

GOETHE.

Dieu c'est le mal.

PROUDHON.

Le meilleur « gouvernement » est celui qui laisse les hommes se « gouverner » eux-mêmes.

GOETHE.

La meilleure forme du « gouvernement, » c'est l'*Anarchie*.

PROUDHON.

Il faut comprendre, *sans hésitation ni réticence morale*, que tous les *produits*, l'ensemble de l'épargne

(1) Il entend par là l'autorité dans le domaine de la *pensée* comme l'autorité dans le domaine de l'*acte* : l'autorité intellectuelle comme l'autorité gouvernementale.

et de l'outillage humain, sont dûs au travail *solidaire* de tous et n'ont qu'un seul propriétaire, l'humanité. Il faut voir clairement dans la propriété privée ce qu'elle est en réalité, un vol conscient ou inconscient à l'égard de tous et s'en saisir joyeusement au profit commun quand sonnera l'heure de la revendication

KROPOTKINE.

QUELQUES MOTS SUR LA COOPÉRATION

Quelques mots d'abord au sujet de la coopération qu'on nous présente comme un remède d'une efficacité mirobolante, si bien qu'on voudrait organiser partout un vaste système de sociétés coopératives.

Ces quelques mots serviront d'introduction à une étude plus approfondie (1) et pourront en même temps en servir de résumé.

F. Borde a écrit une phrase qui résume toute la question. La voici :

« Les sociétés coopératives, y dit-il, caisses de retraite, caisses d'épargne, etc., peuvent être considérées comme appartenant à une même catégorie : l'épargne. Mais qu'est-ce qu'épargner ? C'est diminuer la consommation, c'est encombrer la production. De là fermeture des ateliers et chômage des ouvriers.

De sorte que ce joli petit tour de passe-passe se résume en ceci : Tâcher de se rendre le plus malheureux possible en épargnant, c'est-à-dire en consommant le moins possible, pour pouvoir rendre encore plus malheureux que soi d'autres producteurs qui seront obligés de chômer, et qui, devant ainsi réduire leur consommation vous rendront la monnaie de votre pièce.

(1) Voir page 5.

C'est un divertissement dont je me garderai bien de contester l'utilité pour le prestidigitateur qui l'exécute, car la recette qu'il lui apporte sous forme d'un traitement de 1250 francs, n'est certes pas à dédaigner. (1)

Il a d'ailleurs, à ce point de vue, une utilité beaucoup plus grande encore : C'est que les escamoteurs en question, passant auprès des badauds pour de grands hommes, grâce à leurs petits trucs, finiraient un jour par être nommés députés.

Malheureusement pour leurs beaux rêves, il y a des gens qui ont vu le dessous des cartes et qui les poursuivront partout où ils pourront, criant à ceux dont ils voudraient faire leurs dupes :

Prenez garde !

Ce n'est pas là qu'est le salut.

Ces institutions peuvent être de quelque *apparence* d'utilité pour ceux qui peuvent épargner sans se priver : Elles en font de petits capitalistes.

Mais ce qu'elles attirent d'un côté elles le prennent de l'autre, ruinant les petits travailleurs — ceux qui ne peuvent pas épargner ou dont la profession n'admet pas de coopération, — par les plus gros — ceux qui peuvent épargner.

Et qu'on ne vienne pas nous dire : C'est au détriment des grands capitalistes que s'effectue ce déplacement. Ceux-là auraient vite trouvé un refuge dans des entreprises inaccessibles à la coopération, (2) laissant ainsi sans travail leurs ouvriers, et augmentant la concurrence dans la profession à laquelle ils consacraient leurs capitaux. Ils finiraient ainsi, après avoir surchargé le marché, par ruiner de moindres capitalistes et par condamner au chômage d'autres ouvriers.

(1) Le citoyen Anseele, comme administrateur de la Coopérative de Gand, touche 24 francs par semaine. Mais pour lui il n'y a jamais de chômage.

(2) Celles qui exigent un très-fort capital, et celles dont les moyens de production sont *naturellement* limités.

Tous ces petits travailleurs, chômant ou tout au moins restreignant leur production, devront *également* restreindre leur consommation.

Et ainsi de suite. Ce qui répercutera le coup jusque dans les profondeurs de la société.

C'est même cet éparpillement des ruines qui empêche souvent de voir de prime abord les effets réels de la coopération.

*
* *

Ainsi, dans la société actuelle, basée sur la propriété individuelle, — le Capital, on ne peut augmenter sa part de bien-être qu'au détriment de celle de moins forts que soi, c'est à dire de moindres propriétaires.

Notre société, étant une machine à exploitation, ne produira jamais que l'exploitation.

Ce qu'il faut, c'est changer le mécanisme. Qu'on remplace un rouage par un autre ; cela ne changera rien au résultat final.

Ce qu'il faut changer, c'est le principe.

Le salut est dans la suppression de la Propriété, et de l'Etat, son souteneur ; et c'est là *seulement* qu'il se trouve.

LA COOPÉRATION.

La Révolution sociale a deux sortes d'ennemis : — Ceux qui font la question sociale, et ceux qui, même avec beaucoup de bonne foi, s'imaginent qu'on peut la résoudre en détail, d'une façon fragmentaire, sans toucher à l'ensemble, par une succession des faits, en dehors des principes.

C'est là une grave erreur. Les conditions *politiques* du travail ont beaucoup changé depuis des siècles ; l'esclave est devenu serf, le serf est devenu salarié. — Comment se fait-il que la condition du travailleur soit restée la même et tende plus tôt à s'empirer. C'est que les réformes n'ont jamais porté sur le fond du problème.

On a déclaré que la personne du travailleur et le travail étaient libres ; — seulement le travailleur affranchi du carcan ou de la glèbe reste l'esclave de sa misère, de son ignorance.

La base de l'organisme social n'ayant pas changé, les réformes furent submergées, entraînées par le grand courant et ne laissèrent point de traces d'amélioration dans le sort des classes laborieuses.

L'estomac est fait pour fabriquer du chyle qui devient du sang, par la digestion des aliments. Donnez-lui tous les aliments que vous voudrez, — viande, poisson, légumes et fruits, — il n'en fera jamais que du chyle qui produira du sang. C'est sa loi, il la subit, et tout ce qui pénètre en lui, la subit avec lui.

L'organisme actuel est fait pour produire l'exploitation du travailleur au profit du capitaliste. — Il est à sa façon un estomac, mais au lieu de produire du chyle il *fait du privilège*. — Quoi que vous mettiez dedans, le résultat ne se modifiera pas, à moins que vous ne changiez le mécanisme lui-même.

Pour cela il n'y a qu'un remède, amener la restitution des instruments de travail au travailleur, et qu'un moyen la révolution sociale.

En dehors y en a-t-il d'autre? — Peut-on prendre une fraction du problème, et, par là, réaliser un progrès sérieux, un affranchissement quelconque du travailleur?

Beaucoup le croient — ou le disent, — et cherchent la solution dans la coopération.

Voyons donc si dans le milieu actuel la coopération peut être une solution. On peut répondre carrément — non, et cela pour deux raisons principales. — *En fait*, parce que la coopération est absolument impraticable. — *En principe*, fut-elle praticable — elle serait impuissante, tournerait le dos au but poursuivi — car elle n'aboutirait qu'à produire une nouvelle classe de privilégiés, à créer une nouvelle couche de capitalistes qui augmenteraient d'autant la misère et l'abaissement des non-capitalistes.

Une première preuve, c'est que l'Etat encourage le mouvement coopérateur, or l'Etat, croyons-le bien, a l'instinct extrêmement sûr de ce qui l'entrave ou le menace.

La solution de la question sociale devant nécessairement amener la suppression de l'Etat résorbé dans la collectivité, si la coopération devait résoudre la question sociale, l'Etat la poursuivrait, la frapperait de ses foudres, comme il frappe tous les autres moyens que voudraient adopter les révolutionnaires.

Donc, l'Etat ne craint pas la coopération, donc elle ne peut rien contre lui, donc elle ne peut rien pour le peuple, — puisque l'Etat vit aux dépens du peuple, puisque le peuple ne s'affranchira que par la suppression de l'Etat.

Le coopérateur ne modifie pas les conditions actuelles de la production. Quand il réussit, c'est qu'il a pu se les approprier, voilà tout. Qu'un certain nombre d'ouvriers de certaines professions qui demandent peu de mise de fonds — les patients, les plus instruits, les plus capables, les mieux rétribués, puissent s'associer entre eux, fonder quelques ateliers, produire directement sans l'intermédiaire de patrons, en un mot devenir leurs propres patrons — cela est admissible. Mais, après, qu'y aura-t-il de changé?

D'abord, quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, jamais tous les mem-

d'une corporation n'en feront partie. — Les conditions sociales ne le permettent pas. De là, naissance d'une aristocratie ouvrière, formée de quelques individualités plus habiles ou plus heureuses qui arriveraient tout simplement à retirer leur épingle du jeu.

Qu'y a-t-il donc là de nouveau, après tout? Cela se voit tous les jours. Nombre de petits patrons — autrefois, plus aujourd'hui — sortent de la classe ouvrière. Qu'un *tel* compagnon cordonnier, devenu patron, passe de l'état de *salarié* à l'état de *salariant*? Qu'un lieu d'un compagnon, ce soit cent, ou mille compagnons qui, en s'unissant, arrivent à ce résultat, — quelle différence y voyez-vous?

Poussons les choses à l'extrême, supposons, pour un instant, — ce qui est absurde, et les coopérateurs le savent mieux que personne — que tous les membres de certaines corporations parviennent à s'affranchir ainsi. Cette loi peut-elle s'appliquer à toutes les corporations.

Non! Que les ouvriers boulangers, les ouvriers tailleurs, dont le travail demande l'avance d'un capital relativement faible, réunissent ce capital, exploitent directement les ateliers coopératifs.

Mais les salariés des chemins de fer — mécaniciens, chauffeurs, cantonniers, employés, etc., etc., pourront-ils se cotiser, construire des voies ferrées qui leurs appartiennent, ou racheter les voies actuelles? Les salariés de la mine, pourront-ils par la coopération racheter les mines et les exploiter directement?

Mais les hauts-fourneaux, les usines dont l'outillage représente des millions — est-ce la coopération des salaires qui fournira les fonds nécessaires à leur exploitation?

Mais les ouvriers agricoles qu'il ne faut pas oublier non plus, etc., etc.

On pourrait étendre les exemples à l'infini.

Au point de vue simplement pratique, la coopération n'est donc pas une solution et ne peut l'être.

En admettant même, ce qui est fort contestable — que par elle, un certain nombre d'ouvriers deviennent leur propre patron et passent de l'état de salariés à l'état de capitalistes — ce sera une excellente chose pour eux, mais la *question sociale* n'aura pas avancé d'un pas. Elle aura plutôt reculé, en ce sens que le nombre des intéressés au maintien des iniquités actuelles aura augmenté. Et c'est ce que commentent parfaitement les bourgeois qui poussent la classe ouvrière dans cette voie, qui loin d'être la grande route du progrès, n'est qu'une impasse, un cul-de-sac sans issue.

En résumé le mouvement coopératif dans la pratique n'a jamais rien résolu *en aucun pays*.

En effet, ce qui constitue la société coopérative c'est la réunion du *capital* et du *travail* dans les mêmes mains. D'autre part, ce qui constitue le prolétariat c'est l'absence du capital. — Il y a donc là une antinomie à peu près impossible à résoudre. — Que le salarié économise tant qu'il voudra, — et la plupart du temps cela lui est matériellement défendu — il n'arrivera jamais qu'à un résultat fort insipifiant, et aura quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent de succomber

dans la concurrence qui lui sera faite par les gros capitaux, surtout à une époque comme la nôtre, où l'agrandissement du marché devenu universel, et l'introduction des machines tendent de plus en plus à détruire la petite industrie au profit de la grande, qui bientôt sera seule maîtresse, étant seule possible.

Si les sociétés coopératives, au contraire, ont recours à l'emprunt, elles perdent leur caractère, car il faudra payer la part du capital emprunté et alors elles rentreront dans le caractère de toute entreprise basée sur la séparation du capital et du travail.

Enfin si elles réussissent, elles devront s'agrandir, étendre le cercle de leurs affaires, et comme les membres coopérateurs n'y pourront suffire, il faudra qu'ils aient, eux aussi, recours à l'emploi du travail salarié de membres non-coopérateurs ou coopérateurs à un degré inférieur.

La plus grande probabilité, d'ailleurs, est, sauf à de très rares exceptions, pour l'insuccès, car dans une société où la concurrence repose sur l'exploitation du travail par le capital, quiconque ne lutte pas contre cette loi, risque d'être brisé par elle. — *On ne s'affranchit pas du milieu politique et social* : on le change ou il s'impose à vous.

Si telle est, en gros, la situation au point de vue des faits, elle n'est pas meilleure au point de vue des principes.

Là, le mouvement coopératif devient dangereux et anti-révolutionnaire, nous le répétons, en ce sens, que ne changeant rien aux bases même de l'organisation économique, laissant les choses en l'état, il détourne la classe ouvrière, la classe exploitée, de la préoccupation et de l'étude des termes véritables, sérieux, du problème, et tend à l'affaiblir en la divisant, en donnant à beaucoup de ses membres l'illusion, l'espoir de résoudre la partie du problème qui les concerne, en dehors de la solution générale, en dehors de la loi de solidarité qui veut des principes une application universelle.

Mais, vous disent les partisans de la coopération, l'action révolutionnaire est impossible pour le moment, et la coopération est un moyen de groupement et de propagande.

Est-ce une raison pour abdiquer nos principes? Connaître le but est beaucoup.

Ce n'est qu'en prêchant la révolution que l'on fait de la propagande révolutionnaire. Si pendant l'inaction forcée et la défaite passagère, nous nous livrons au découragement, à l'inaction, au lieu d'apprendre nettement ce qu'il faut vouloir et comment on y arrive, que ferons nous à l'heure du triomphe? Nous perdrons encore la partie, faute d'être prêt et de savoir ce que l'on veut.

Donc, groupons-nous, étudions sérieusement la question sociale, préparons la révolution, activons-la le plus possible, car elle seule, en supprimant la propriété individuelle et les parasites qu'elle a créés, donnera au travailleur la liberté et le bien-être.

A L'ŒIL DROIT D'ANSEELE !

« Supposons que nous soyons les maîtres de l'Etat, a dit le citoyen Anseele, »

« Supposons que nous soyons ici à la Chambre socialiste ».

Et c'est là-dessus qu'il bâtit toute son argumentation.

Quant à savoir si sa supposition est réalisable à bref délai, cela ne l'embarrasse pas. Il ne s'arrête pas pour si peu. Après sa sortie de prison le parti dit ouvrier ne tardera pas à occuper le pouvoir. Il l'a affirmé. Cela suffit.

*
* *

A ce compte, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

Rien n'empêche de « supposer » que quand le citoyen Anseele sera député, les alouettes nous tomberont rôties du ciel.

Pour ceux qui n'aimeraient pas les alouettes, on pourrait même « supposer » quantité de choses aussi variées qu'agréables.

Cela ne ferait de mal à personne ; et tous les subterfuges oratoires n'empêcheraient pas de voir le vide de pareilles suppositions.

*
* *

Mais ici les conséquences pourraient être plus désastreuses. Aussi, nous, qui sommes dominés par un malin esprit de critique, allons-nous précisément attacher de l'importance à ce que le citoyen Anseele a si bien laissé de côté : Nous allons voir d'abord ce qu'a de plausible cette supposition ; et ensuite, admettant même qu'elle puisse se réaliser, examiner quelles pourraient être les conséquences de sa réalisation.

*
* *

Et d'abord, pourrions-nous, *sous peu*, être les maîtres de l'Etat ? A ce sujet, les exemples de l'Amé-

rique, de la France et de l'Allemagne sont concluants. Ce n'est pas parce que le citoyen Anseele aura crié 2 ou 3 fois : « A nous l'Etat » que l'Etat sera à nous. Il se pourra parfaitement que le citoyen Anseele et quelques autres Bertrand soient nommés députés, mais ce ne sera pas une majorité. Bien loin de là !

Et si cela comble leurs désirs, par contre cela nous touche fort peu.

Aussi les réactionnaires de toutes nuances ne s'effraient-ils aucunement des réclamations pacifiques de ces « *politiqueurs* », leur presse le dit franchement; et s'ils craignent quelque chose, ce sont, ils l'avouent, les entreprises des *révolutionnaires*.

* * *

Mais supposons même que nous puissions avoir l'Etat à nous. Croyez-vous donc, citoyen Anseele, qu'un coup de plume, même appuyé par une armée, suffise pour provoquer une modification économique d'une telle importance?

Nous ne savons pas, dites-vous, ce que c'est qu'une révolution!

Mais apprenez donc qu'une révolution ne s'est jamais faite à coups de décrets. Apprenez qu'à la révolution de 89-93, qui est bien une révolution économique et que vous citez comme exemple, apprenez que les décrets et les coups de plume n'ont fait que donner une sanction à ce qui était des faits accomplis par la masse insurgée, et que ces décrets n'ont jamais pu *provoquer* une modification économique de quelque importance.

Ici encore les exemples sont concluants.

Kropotkine en cite plusieurs : Nous avons vu, dit-il, au siècle passé, le dictateur révolutionnaire polonais Kosciusko décréter l'abolition du servage personnel; — le servage continua d'exister quatre-vingts ans après ce décret (1). Nous avons vu la Convention,

(1) Proclamation du 7 mai 1794, promulguée le 30 mai. — Si ce décret avait été mis à exécution, c'était, de fait, l'abolition du servage personnel et de la justice patrimoniale.

l'omnipotente Convention, la terrible Convention, comme disent ses admirateurs, — décréter le partage *par tête* de toutes les terres communales reprises aux seigneurs. Comme tant d'autres, ce décret resta lettre morte, parce que, pour le mettre en exécution, il eût fallu que les prolétaires des campagnes fissent toute une nouvelle révolution, et que les révolutions ne se font pas à coup de décrets. Pour que la prise de possession de la richesse sociale par le peuple devienne un fait accompli, il faut que le peuple se sente les coudées franches, qu'il secoue la servitude à laquelle il n'est que trop habitué, qu'il agisse de sa tête, qu'il marche de l'avant sans attendre les ordres de personne. Or, c'est précisément ce qu'empêchera la dictature, lors même qu'elle serait la mieux intentionnée du monde, et en même temps elle sera incapable d'avancer d'un seul pouce la révolution.

* * *

Mais si le gouvernement, — fût-il même un idéal de gouvernement révolutionnaire, — ne crée pas une force nouvelle et ne présente aucun avantage pour le travail de démolition que nous avons à accomplir, — encore moins avons-nous à compter sur lui pour l'œuvre de réorganisation qui doit suivre la démolition. Le changement économique qui résultera de la Révolution Sociale sera si immense et si profond, il devra altérer tellement toutes les relations basées aujourd'hui sur la propriété et l'échange, — qu'il est impossible, à un ou à quelques individus d'élaborer les formes sociales qui doivent naître dans la société future. Cette élaboration des formes sociales nouvelles ne peut se faire que par le travail collectif des masses. Pour satisfaire à l'immense variété des conditions et des besoins qui naîtront le jour où la propriété individuelle sera démolie, il faut la souplesse de l'esprit collectif du pays. Toute autorité extérieure ne sera qu'une entrave, qu'un empêchement à ce travail organique qui doit s'accomplir, et, partant, une source de discorde et de haines.

Mais il est bien temps d'abandonner cette illusion tant de fois démentie et tant de fois payée si cher, d'un gouvernement *révolutionnaire*. Il est temps de se dire une fois pour toutes et d'admettre cet axiome politique qu'*un gouvernement ne peut pas être révolutionnaire*. On nous parle de la Convention; mais n'oublions pas que les quelques mesures d'un caractère tant soit peu révolutionnaire prises par la Convention, furent la sanction de faits accomplis par le peuple qui à ce moment marchait par-dessus la tête de tout les gouvernements. Comme l'a dit Victor Hugo dans son style imaginé, Danton poussait Robespierre, Marat surveillait et poussait Danton, et Marat lui-même était poussé par Cimourdain, — cette personnification des clubs des « enragés » et des révoltés. Comme tous les gouvernements qui la précédèrent et la suivirent, la Convention ne fut qu'un boulet aux pieds du peuple.



Les faits que nous enseigne l'histoire sont si concluants sous ce rapport; l'impossibilité d'un gouvernement révolutionnaire et la nocivité de ce qu'on désigne sous ce nom sont si évidents, qu'il semblerait difficile de s'expliquer l'acharnement qu'une certaine école se nommant socialiste met à maintenir l'idée d'un gouvernement. Mais l'explication est bien simple. C'est que, tout socialistes qu'ils se disent, les adeptes de cette école ont une tout autre conception que la nôtre de la révolution qu'il nous incombe d'accomplir. Pour eux, — comme pour tous les radicaux bourgeois, — la Révolution Sociale, c'est plutôt une affaire de l'avenir à laquelle il n'y a pas à songer aujourd'hui. Ce qu'ils rêvent au foud de leur cœur, sans oser l'avouer, c'est tout autre chose. C'est l'installation d'un gouvernement pareil à celui de la Suisse ou des Etats-Unis, faisant quelques tentatives d'appropriation à l'Etat de ce qu'ils appellent ingénieusement « services publics. » C'est quelque chose qui tient de l'idéal de Bismarck et de celui du tailleur qui arrive à la présidence des Etats-Unis. C'est un

compromis, fait d'avance, entre les aspirations socialistes des masses et les appétits des bourgeois. Ils voudraient bien l'expropriation complète, mais ils ne se sentent pas le courage de la tenter, ils la renvoient au siècle prochain, et, avant la bataille, ils entrent déjà en négociation avec l'ennemi.

Pour nous, qui comprenons que le moment approche de porter à la bourgeoisie un coup mortel ; que le moment n'est pas loin où le peuple pourra mettre la main sur toute la richesse sociale et réduire la classe des exploités à l'impuissance ; pour nous, dis-je, il ne peut y avoir d'hésitation. Nous nous lancerons corps et âme dans la Révolution *sociale* et, comme dans cette voie un gouvernement, quel que soit le bonnet dont il se coiffe, est un obstacle, nous réduirons à l'impuissance et balayerons les ambitieux à mesure qu'ils viendront s'imposer pour gouverner nos destinées.

Assez de gouvernements, place au peuple, à l'anarchie !

*
* *

On nous a dit, pour nous réfuter, nous, anarchistes, qui voulons l'abolition de l'Etat : « L'Etat est nécessaire. La liberté pleine et entière n'est pas possible dans la situation économique actuelle ». Et on nous a montré un chauffeur refusant le travail et empêchant ainsi 800 tisserands de travailler.

Je me contenterai de demander au citoyen Anseele ce qu'on fait quand, dans l'état actuel, le chauffeur tombe malade ou refuse de travailler.

Il est fort probable qu'on va en chercher un autre où il y en a.

Il est possible, après tout, que le citoyen Anseele ait trouvé moyen d'empêcher dans la société future les chauffeurs de tomber malades ou de refuser de travailler. Mais, pour cela, j'espère qu'il aura trouvé d'autres moyens que les médecins et les lois, car toute la science des médecins et toute la rigueur des lois n'empêcheront jamais, à coup sûr, un homme,

même un chauffeur, de tomber malade ou de faire grève.

*
*
*

On est venu nous dire encore : « Le suffrage universel n'a rien produit. C'est la faute aux électeurs ! D'un bloc de marbre, un Phidias fera un chef-d'œuvre, un imbécile ne fera rien qui vaille. »

Mais on a oublié en faisant cette comparaison que le corps social n'est pas une personnalité, que c'est un être complexe aux tendances multiples et souvent contradictoires. (1)

Aussi nous avons à rectifier la comparaison.

Rectifions :

Le bloc de marbre-Etat appartient à 3 individus : Phidias et 2 imbéciles.

Pour maintenir les proportions le bloc de marbre est 3 fois plus grand.

Les 2 imbéciles ayant la majorité en font un Geefs.

Voilà notre société actuelle : Un Phidias et plusieurs imbéciles !

(1) Qu'on nous permette, à ce propos, une citation de Jérémie Bentham, dont les œuvres complètes ont été publiées à Bruxelles en 1840 :

« L'imagination des écrivains s'est épuisée à donner aux corps politiques les propriétés de différents corps ; tantôt ce sont des corps mécaniques, et alors il est question de leviers, de ressorts, de rouages, de chocs, de frottements, de balancements, de prépondérances ; tantôt ce sont des corps animés, et alors on emprunte le langage de la physiologie ; on parle de santé, de maladie, de vigueur, d'imbécillité, de corruption, de dissolution, de sommeil, de mort et de résurrection. Je ne sais combien d'ouvrages politiques seraient anéantis si on leur ôtait ce jargon poétique, avec lequel on pense créer des idées, quand on ne combine que des mots.

« Le langage figuré, très utile à la conception quand il vient à la suite du langage simple, lui est funeste quand il le remplace. Il accoutume à raisonner sur les plus fausses analogies, et forme autour de la vérité un nuage que les esprits les plus clairvoyants ont bien de la peine à percer. (Tactique des assemblées délibérantes.) »

Et on vient nous dire : « C'est la faute aux électeurs. Le corps électoral est un imbécile » — toujours confondant le corps social en une personnalité pensant, voulant et agissant !

Mais est-ce donc la faute à Phidias si les imbéciles sont deux pour lui, seul ?

Et ce sont les partisans de ce système d'oppression qui viennent nous dire : « Vous êtes pour la liberté entière; vous êtes donc pour la liberté du plus fort contre le plus faible. »

Ce n'est pas que la faute en soit au suffrage universel même. Non ! Elle en est à la centralisation gouvernementale dont la lutte pour le pouvoir n'est qu'un corollaire.

Débarassons-nous donc une bonne fois de ce préjugé dont on cherche à obscurcir nos idées, et qui consiste à nous faire considérer le corps social comme nécessairement centralisé, comme se résument nécessairement en un « Gouvernement » imposant aux minorités la volonté des majorités,

Chaque homme ne relève que de lui-même; et comme l'a fort bien dit Lamennais : Tous naissent égaux : nul, en venant au monde n'apporte avec lui le *droit* de commander.

On peut citer à ce propos une profonde parole de Proudhon :

« Autorité, Gouvernement, Pouvoir, Etat — ces mots désignent tous la même chose, — chacun y voit le moyen d'opprimer ses semblables.

* * *

La plus forte raison qu'on invoque à l'appui de l'universalisation du droit de suffrage n'est qu'un argument contre tout suffrage : N'entendons-nous pas dire tous les jours : « Une loi ne peut avoir de pouvoir sur quelqu'un qui n'a pas contribué à la faire. Par conséquent, chacun doit contribuer à la confection des lois. »

N'est-ce pas dire que chaque homme a droit à se diriger lui-même, et que les minorités qui n'ont pas

contribue à faire les lois, n'ont aucun devoir vis à vis d'elles.

*
**

Laissons donc s'agiter tout seuls ceux qui nous crient : « A nous l'État » ce qui d'ailleurs ne veut dire que ceci : « A moi un mandat. »

Et répondons leur : l'État n'a de raison d'être que dans le maintien de l'inégalité sociale, de la propriété individuelle. Sismondi l'a dit avec raison : « La plus grande partie des frais de l'établissement social est destinée à défendre le riche contre le pauvre. »

Les méfaits que les lois sont maintenant destinées à réprimer ont leur cause dans le *milieu social*. Déjà Platon avait su entrevoir cette vérité. Les crimes, dit-il, sont *causés* par le défaut de culture, la mauvaise éducation et par la mauvaise organisation de la société.

Quand, par l'abolition de la propriété, le milieu social sera changé, l'État n'aura plus de raison d'être.

Dirigeons donc tous nos efforts vers l'abolition de la propriété. Et à votre cri nous opposons celui-ci : « Plus de propriété. Plus d'État. »

L'État est le souteneur du capital.

L'État est l'organe de l'oppression.

*
**

Que chacun reprenne donc sa part de liberté fondue dans ce qu'ils appellent la « souveraineté populaire. »

Que Phidias prenne sa part du bloc de marbre, et ne permette pas qu'on centralise toutes les parts en un seul bloc à la disposition exclusive d'un certain nombre, sous prétexte qu'il est majorité.

Que la Société devienne la *résultante* des aspirations individuelles et non plus une Minerve sortie toute armée du cerveau d'un Jupiter, que ce Jupiter soit un dieu, un roi, ou une majorité parlementaire ou même directement populaire.

Ce que nous voulons, c'est une société où, le bien-être de chacun étant proportionnel au bien-être général, personne n'aura intérêt à la bouleverser, et chacun aura intérêt à augmenter le bien-être général, c'est à dire à travailler.

Ce que nous voulons, c'est une société où les individus, libres de se grouper comme ils l'entendront, iront au mieux de leurs intérêts c'est à dire de la société entière.

Cela est la société Communiste-Anarchiste.

Dans la société actuelle, la propriété individuelle et la centralisation gouvernementale empêchent le libre essor de l'humanité. Nous voulons briser ces entraves et laisser la société s'établir en dehors de toute oppression. Nous voulons la vraie Liberté, la vraie Egalité, la vraie Fraternité.

« Il faut comprendre, a écrit Kropotkine, sans
» *hésitation ni réticence morale* que tous les produits,
» *l'ensemble de l'épargne et de l'outillage humain,*
» sont dûs au travail *solidaire* de tous et n'ont qu'un
» seul propriétaire, l'humanité. Il faut voir claire-
» ment dans la propriété privée ce qu'elle est en
» réalité, un vol conscient ou inconscient à l'avoir
» de tous et s'en saisir joyeusement au *profit com-*
» *mun* quand sonnera l'heure de la revendication. »



C'est avec le calme puisé dans la science et la froide raison qui nous dirigent que nous attendons cette heure. Elle ne tardera pas. Tout l'annonce : Si nous jetons un regard autour de nous, dans toutes les manifestations de l'activité humaine que voyons-nous ? Un gigantesque travail de décentralisation qui s'opère partout dans le domaine de la *pensée* comme dans le domaine de l'*acte*, et partout substitution d'une *résultante* aux *principes absolus* dirigeant jusqu'ici :

Méthode expérimentale : Décentralisation !

Athéisme : Décentralisation !

Déterminisme : Décentralisation !

Décentralisation partout; jusque dans les arts où le subjectif remplace l'absolu, *jusque dans la morale qui, tant qu'un Etat n'intervient pas*, ne se conforme plus aux principes absolus reçus jusqu'ici comme règles invariables,

Nous sommes calmes : No us regardons devant nous avec confiance. Le flôt du temps nous porte, selon la belle parole de Reclus.

Nous n'avons pas besoin comme nos adversaires de grands mots et de grandes phrases pour cacher une faiblesse que nous n'avons pas ; mais nous pouvons cependant, avec raison, retourner contre eux leurs phrases sonores et creuses, et leur crier, appuyés sur la science :

« Aspirants députés vous êtes jugés ! »

Gérant : F. MONIER.

